Parlement européen
2019-2024

Commission du contrôle budgétaire

2023/0813(NLE)

9.11.2023

PROJET DE RAPPORT

sur la nomination proposée de Hans Lindblad à la fonction de membre de la Cour des comptes
(C9-0379/2023 – 2023/0813(NLE))

Commission du contrôle budgétaire

Rapporteure: Angelika Winzig

SOMMAIRE

Page

PROPOSITION DE DÉCISION DU PARLEMENT EUROPÉEN 3

ANNEXE 1: CURRICULUM VITÆ DE HANS LINDBLAD 4

Curriculum vitae 4

ANNEX 2: ANSWERS BY HANS LINDBLAD TO THE QUESTIONNAIRE 10

PROPOSITION DE DÉCISION DU PARLEMENT EUROPÉEN

sur la nomination proposée de Hans Lindblad à la fonction de membre de la Cour des comptes
(C9-0379/2023 – 2023/0813(NLE))

(Consultation)

Le Parlement européen,

– vu l'article 286, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, conformément auquel il a été consulté par le Conseil (C9-0379/2023),

– vu l'article 129 de son règlement intérieur,

– vu le rapport de la commission du contrôle budgétaire (A9-0000/2023),

A. considérant que, par lettre du 16 octobre 2023, le Conseil a consulté le Parlement sur la nomination de Hans Lindblad à la fonction de membre de la Cour des comptes;

B. considérant que sa commission du contrôle budgétaire a évalué les qualifications de Hans Lindblad, en particulier au regard des conditions énoncées à l'article 286, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne; que, dans le cadre de cette évaluation, la commission a reçu de Hans Lindblad un curriculum vitæ ainsi que ses réponses au questionnaire écrit qui lui avait été adressé;

C. considérant que cette commission a procédé ensuite, le 29 novembre 2023, à une audition de Hans Lindblad, au cours de laquelle il a fait une déclaration liminaire, puis a répondu aux questions posées par les membres de la commission;

1. rend un avis favorable/défavorable sur la proposition du Conseil de nommer Hans Lindblad membre de la Cour des comptes;

2. charge sa Présidente de transmettre la présente décision au Conseil et, pour information, à la Cour des comptes ainsi qu'aux autres institutions de l'Union européenne et aux institutions de contrôle des États membres.

ANNEXE 1: CURRICULUM VITÆ DE HANS LINDBLAD

Curriculum vitae

Formation

2010 Doctorat en économie, *Stockholms universitet* (université de Stockholm)
Titre de la thèse: *Essais sur le chômage et les taux de change réels*

1996 Doctorat à mi-parcours, université de Stockholm
Titre de la thèse: *La persistance des taux du chômage suédois*

1986 Master, université de Stockholm

1981 Diplôme d'État-Major, service militaire comme officier, *Näsbypark Sjökrigsskolan* (école de la marine de Näsbypark)

1979 Baccalauréat scientifique, *Saltsjöbadens Samskolan* (école mixte de Saltsjöbaden)

Postes et fonctions

2023–en cours, président de la *Produktivitetskommissionen* (commission sur la productivité) (Fi 2023:03)
Mission d'étude gouvernementale.

2022–en cours Membre du conseil d'administration du *Fondtorgsnämnden* (Agence suédoise de sélection des fonds de pension)
À ce jour, travail en vue d'instituer une nouvelle administration publique.

2022–en cours Membre du conseil d'administration des directeurs de la *Nordiska Investeringsbanken* (Banque nordique d'investissement)
Travail habituel de membre d'un conseil d'administration d'une institution financière, eu égard au fait que la Suède contribue au capital à hauteur d'un bon tiers. La Banque a pour objectif de financer divers projets durables. Le conseil d'administration a notamment pour mission d'examiner les demandes de projets, d'assurer la conformité juridique, l'exactitude des comptes et la réalisation des objectifs de la Banque.

2013–en cours Membre du conseil de surveillance de la *Studieförbundet Näringsliv och Samhälle* (SNS, Association suédoise des études économiques et sociétales)
SNS est un des groupes de réflexion les plus renommés en Suède. Être membre implique, notamment, de faire la promotion de SNS auprès du public. Il s'agit également d'une mission honorifique.

2023–2023 Membre du conseil de soutien à la recherche de *Kommuninvest*
Conseiller du conseil de soutien à la recherche de l'organisation intercommunale *Kommuninvest*.

2023–2023 Membre suppléant du conseil d'administration de *Regelrådet* (Conseil pour une meilleure réglementation)
Le *Regelrådet* [un organe de l'agence suédoise pour la croissance

économique et régionale *Tillväxverket*] évalue les analyses d'impact réalisées par le gouvernement sur différentes propositions.

2022–2023 Président du conseil d'administration de *Högskolan Väst* (Centre d'études supérieures de l'Ouest)
Travail habituel de direction, notamment suivi de réalisation d'objectifs, de comptabilité et de documents d'orientation. *Högskolan Väst* est spécialisée dans l'enseignement professionnel, assuré conjointement avec le secteur public et le secteur des entreprises.

2015–2023 Membre du conseil d'administration d'*Arbetsförmedlingen* (service public suédois de l'emploi)
Premières années axées sur des tâches assez normales de membre d'un conseil d'administration. Réalisation d'un travail conséquent en matière de conformité réglementaire, de passation de marchés en bonne et due forme, de mise en place d'un suivi utile en matière d'objectifs et de résultats, etc. Dernières années axées différemment: contribution à une modification en profondeur de la constitution de cette administration, sa culture interne et son organisation. Numérisation et concrétisation d'avantages compétitifs issus d'investissement dans les technologies de l'information comme partie importante de l'effort de rationalisation.

2022 Expert externe du rapport de la commission d'enquête officielle «Financer la transition écologique de l'industrie».
Mission consistant, notamment, à recenser les obstacles éventuels au financement de la transition écologique par l'industrie et à formuler des propositions sur la manière de les éviter. Le rapport évoque dans ce contexte le rôle du système de retraite, entre autres.

2013–2022 Directeur général du *Riksgälden*/*Riksgäldskontoret* (Comptoir de la dette publique suédoise)
Le directeur général du *Riksgälden* dirige le Comptoir de la dette publique suédoise, une administration qui comptait environ 230 employés au moment où j'ai cessé mes fonctions. Cette administration a quatre missions principales: être la banque interne de l'État (environ 200 millions de versements, soit environ 7000 milliards de SEK par an), émettre des obligations et accorder des crédits pour le compte de l'État, gérer la dette publique et préserver la stabilité financière. Cette dernière mission est notamment réalisée au moyen de la formulation d'exigences en matière de fonds propres et de passifs des banques, de la gestion des banques défaillantes et de l'administration de la garantie des dépôts. En outre, le *Riksgälden* est chargé d'assurer le financement de la prise en charge et du stockage du combustible nucléaire retiré du service. La numérisation des différentes activités est poussée et le service informatique de l'administration compte environ 60 agents. Le *Riksgälden* est présent dans plusieurs enceintes internationales, principalement liées à la conception des systèmes de paiement et à la stabilité financière. La vaste mission de l'administration implique de nombreux contacts avec d'autres administrations et avec le monde de l'entreprise.

Le *Riksgälden* a connu plusieurs changements stratégiques et opérationnels au cours de mon mandat de directeur général, notamment du fait que le gouvernement a élargi son mandat à plusieurs égards. Parmi les nouvelles responsabilités, la plus significative était d'être l'autorité étatique chargée de prévenir les crises bancaires et de gérer au besoin les banques défaillantes, ainsi que de se charger de la garantie des dépôts. Le *Riksgälden* s'est en sus vu confier des tâches spécifiques pendant la pandémie de coronavirus visant à faciliter la vie des entreprises et à prévenir l'exclusion professionnelle. En 2018, le gouvernement a transféré la responsabilité d'assurer le financement de la prise en charge et du stockage des déchets nucléaires de SSM (*Strålsäkerhetsmyndigheten*, Agence suédoise de sécurité contre les radiations) au *Riksgälden*. À la suite de ces modifications d'activité, la vision, les objectifs stratégiques, la capacité d'analyse et les priorités de l'administration ont été mis à jour et renforcés. Le fait que le *Riksgälden* soit devenu une autorité de préparation aux urgences est également important, car il a dû faire face à de nouvelles exigences en matière de résilience, de sécurité, de défense civile et de préparation. Durant mon mandat, la banque interne de l'État a changé de système informatique. Ses activités, ses systèmes informatiques et ses responsabilités nouvellement attribuées, ainsi qu'un déficit financier initial, ont été intégralement financés au moyen d'économies, de la concrétisation d'avantages compétitifs et de gains d'efficacité.

Les changements intervenus ont renforcé et réformé l'équipe dirigeante ainsi que le travail de l'administration sur les performances, le transfert de compétences, les recrutements, la participation des travailleurs et la culture. Le processus entendait particulièrement introduire une culture positive et constructive basée sur la collaboration, l'analyse objective, les valeurs étatiques et une approche caractérisée par la rigueur nécessaire à une bonne gestion des dossiers et à l'exercice de la puissance publique. Ces efforts se sont notamment traduits par des résultats d'enquêtes auprès des agents de l'administration, qualifiés de «sans précédent» par la direction.

Le bilan financier du *Riksgälden* comprend l'ensemble des finances de l'État; celles-ci, tout comme les importants changements d'activité, faisaient l'objet de vérifications minutieuses. La

coopération et les échanges de connaissances dont j'ai pu bénéficier en tant que dirigeant de l'administration avec la *Riksrevisionen* (Direction nationale suédoise du contrôle de la gestion publique) et les consultants participant à la vérification des comptes du *Riksgälden*, ont été très bons et très professionnels. Non seulement la vérification des comptes est-elle importante au regard de la mission première de cette administration, mais l'échange de connaissances qui a eu lieu à d'autres égards entre les auditeurs et les consultants et le personnel du *Riksgälden* a profité à cette administration.

2013–2017 Président du conseil d'administration de la société Returpack Svenska AB

Returpack est responsable du recyclage des canettes en aluminium et des bouteilles plastiques en PET. À l'époque où j'étais en poste, le chiffre d'affaires de l'entreprise s'élevait à environ 2 milliards de couronnes suédoises. Returpack est détenue à parts égales par [des organisations de] la branche du commerce de détail et par *Sveriges bryggerier* (organisation des brasseurs suédois). Outre les fonctions normales de président, mes tâches consistaient à contribuer au développement stratégique de la durabilité et à la stratégie du conseil d'administration, ainsi qu'à unir les propriétaires sur divers points de litige et décisions d'orientation.

2013–2020 Président du conseil d'administration du *Expertgruppen för studier i offentlig ekonomi (ESO)* (Groupe des experts en finances publiques)

L'ESO est une commission indépendante du *Finansdepartementet* (ministère suédois des finances) qui conduit des analyses et des discussions des questions sociétales importantes. Cela est principalement réalisé au travers des décisions de son conseil d'administration visant le financement de la rédaction de divers rapports qui, à leur tour, représentent souvent des expertises d'appoint pour les décideurs.

2014–2015 Membre de l'*Entreprenörskapskommittén* (commission de l'entrepreneuriat)

À l'origine, la commission était chargée de procéder à un vaste examen des conditions de l'entrepreneuriat et de l'accès à l'emploi. Le gouvernement a modifié son orientation, réduit son mandat et révoqué tous ses membres au bout d'une courte année.

2006–2013 Secrétaire d'État chargé du budget auprès du ministre des Finances, *Finansdepartementet* (ministère suédois des Finances)

Mon mandat de secrétaire d'État chargé du budget consistait à poursuivre activement l'élaboration et le développement de la politique économique et d'être responsable de la préparation et de la négociation du budget de l'État au sein des services gouvernementaux. Une part importante de ce travail consistait à élaborer des propositions sur la manière de renforcer la politique du «travail avant tout», y compris des modifications de diverses assurances sociales et pensions.

Le secrétaire d'État chargé du budget faisait partie du groupe qui était chargé de finaliser le budget conjointement avec les dirigeants des partis. Mes tâches impliquaient également des prises de position fréquentes et la préparation de toutes les décisions qui avaient ou pouvaient avoir des implications budgétaires. Concrètement, je participais à la plupart des réunions préparatoires du ministère, y compris aux réunions préparatoires générales du gouvernement, et à la plupart des groupes de travail au sein des services du gouvernement. J'étais en outre chargé de présenter le budget tant en interne qu'en externe et de représenter du ministère des Finances et le gouvernement dans différents contextes.

Par ailleurs, j'avais un rôle de secrétaire d'État coordinateur au sein du ministère des Finances. Plus précisément, j'étais, entre autres, président du groupe de direction du ministère des Finances, responsable de la planification des activités et responsable de la direction des travaux du ministère par l'intermédiaire des chefs de service et en collaboration avec ceux-ci.

Le secrétaire d'État chargé du budget activait l'organisation de crise du ministère, dirigeait celui-ci durant de telles périodes, et a avait donc un rôle central dans la gestion de diverses crises. Cela a pu particulièrement se voir lors de la crise financière de 2008/2009. Cette crise était complexe et multiforme. Il a par exemple fallu procéder à l'élaboration rapide d'un cadre pour la gestion des banques défaillantes, notamment formuler des propositions de nouvelle législation sur la gestion de la crise du secteur financier. Aux fins de la gestion de la crise, il a également fallu mettre en place différents «trains de mesures d'urgence» destinés aux régions et aux secteurs particulièrement touchés. Le soutien à d'autres pays touchés et la réponse internationale à la crise

constituaient également des éléments clés du travail.

Dans le contexte de l'Union européenne, le secrétaire d'État chargé du budget jouait le rôle de «ministre du Budget» au sein du Conseil des ministres pour l'adoption du budget annuel de l'Union européenne. Il s'agissait de négocier le budget annuel de l'Union, tant au sein du Conseil des ministres que lors des négociations de conciliation entre le Parlement européen et la Commission européenne («trilogues»), en élaborant et en ancrant la position suédoise, en obtenant un mandat du Parlement suédois et en communiquant à l'extérieur sur ces questions. Consulter également la partie «Missions internationales» ci-dessous.

Lors des premiers mois suivant le changement de gouvernement intervenu en 2006, j'ai également été secrétaire d'État chargé des affaires fiscales.

2003–2006 Directeur adjoint, cabinet du groupe politique des «Modérés» au Parlement suédois
Direction des quinze administrateurs (environ) du cabinet, tous universitaires. Au cours de la période en question, la politique du groupe des «Modérés» a été réélaborée de fond en comble. Il en est allé de même pour la dotation en personnel, la compétence et la position du cabinet parlementaire en tant que centre du processus de changement. Mes tâches comprenaient également un ancrage interne et des présentations externes.

1997–2003 Chef d'unité (deux unités différentes) et chef de département adjoint, *Riksbanken* (Banque Nationale de Suède)
Le travail de chef de l'unité «Analyse des prix» et de l'unité «Analyse macroéconomique» (environ six et vingt employés respectivement) consistait à produire les prévisions de la *Riksbanken* pour l'économie suédoise et à développer les méthodes de travail. En tant que chef adjoint du département «Politique monétaire» (environ cinquante employés), j'ai été chargé de coordonner les travaux de prévision et de fournir les données probantes au soutien des décisions et de la communication de la direction du *Riksbank* en matière de politique monétaire. Mes tâches impliquaient également des missions de représentation de la Banque Nationale dans différents contextes extérieurs et la participation à des conférences de presse, par exemple.

1995–1997 Doctorat et bourse d'études, *Stockholms universitet* (Université de Stockholm)
Études doctorales

1989–1995 Secrétaire départemental, *Finansdepartementet* (ministère des Finances)
Administrateur au sein du département économique chargé de produire diverses analyses et prévisions pour l'économie suédoise. Mes responsabilités comprenaient également, notamment, l'utilisation de divers modèles permettant de dégager des développements économiques à long terme, la préparation des évaluations à moyen terme du rapport de la commission d'enquête officielle *Långtidsutredningarna* (études à long terme) et la production d'analyses et de données pour le «Groupe des pensions».

1986–1989 Assistant/administrateur de recherche, *Konjunkturinstitutet* (Institut national d'études économiques)
Administrateur chargé de la production de prévisions et du développement de méthodes à l'adresse de différents secteurs de l'économie suédoise.

1985 Premier officier [marine nationale], bâtiment *HMS Dämman*

1982 Premier officier [marine nationale], bâtiment *HMS Norsten*

1980 Accompagnateur scolaire (à mi-temps), *Saltsjöbadens Samskola* (école mixte de Saltsjöbaden)

1979–1980 Facteur, bureau de poste de Saltjöbaden 1

Autres fonctions
Membre du Conseil de l'indice des prix à la consommation à *SCB* (Office national suédois de la statistique), en tant que représentant du gouvernement entre 1989 et 1992 et en tant que représentant de la *Riksbanken* entre 1997 et 1999.

Membre du groupe «Politiques» de la *Riksbanken*.

Membre du groupe «Politiques» du ministère des Finances.

Fonctions internationales

2009 Président du Conseil ECOFIN BUDGET pendant la présidence suédoise.
Mes tâches comprenaient la préparation de la proposition du Conseil des ministres pour le budget annuel 2010 de l'Union européenne, ce qui a nécessité des négociations approfondies avec la Commission européenne et les États membres. J'ai ensuite dirigé les négociations du Conseil avec le Parlement européen. En outre, j'ai été chargé de la communication externe des résultats des négociations du Conseil comme des délibérations avec le Parlement européen. J'étais également chargé d'ancrer les positions et le mandat de négociation au sein du Parlement suédois.

2006–2012 «Ministre» suédois du Conseil ECOFIN BUDGET.
Ce travail consistait à défendre, promouvoir et négocier le point de vue suédois sur le budget annuel de l'Union européenne auprès du Conseil des ministres, de la Commission et du Parlement européen. Le travail a également consisté en un travail d'ancrage au sein du Parlement suédois et en une communication externe.

2013–2022 Le *Riksgälden* (Comptoir de la dette publique suédoise) est présent dans plusieurs enceintes internationales, principalement liées à la stabilité financière.
J'ai notamment participé aux comités de résolution de l'Autorité bancaire européenne (ABE) et du Conseil de stabilité financière (CSF).

2022–en cours Membre du conseil d'administration des directeurs de la *Nordiska Investeringsbanken* [institution financière internationale éponyme commune aux pays nordiques et baltes], voir ci-dessus.

Publications officielles

2022 «Finansiering av näringslivets gröna omställning» (Financer la transition écologique de l'industrie), étude d'expert externe, services du gouvernement.

2010 «Essays on Unemployment and Real Exchange Rates» (Essais sur le chômage et les taux de change réels), thèse de doctorat.

2006 «A Simultaneous Model of the Swedish Krona, the US Dollar and the Euro» (Un modèle simultané de la couronne suédoise, du dollar américain et de l'euro), *Sveriges Riksbank* (Banque Nationale de Suède).

2003 «The Equilibrium Rate of Unemployment and the Real Exchange Rate» (Le taux de chômage d'équilibre et le taux de change réel), *Sveriges Riksbank* (Banque Nationale de Suède).

2003 «Penningpolitiken och EMU» (Politique monétaire et UEM), *Sveriges Riksbank* (Banque Nationale de Suède), rédacteur en chef.

2001 «Wage Effects of Mobility, Unemployment Benefits and Benefit Financing» (Effets salariaux de la mobilité, des allocations de chômage et du financement des prestations), *Sveriges Riksbank* (Banque Nationale de Suède).

1997 «Persistence in Swedish Unemployment Rates» (La persistance des taux du chômage suédois), thèse de doctorat à mi-parcours.

1988 «Två undersökningar av hushållens konsumtion» (Deux enquêtes sur la consommation des ménages), *Konjunkturinstitutet* (Institut national d'études économiques)

1987 «Hushållens köpkraft, konsumtion och sparande» (Le pouvoir d'achat, la consommation et

l'épargne des ménages), *Konjunkturinstitutet* (Institut national d'études économiques)

Divers

Parallèlement à mes études, pendant plusieurs étés, j'ai travaillé comme instructeur dans le cadre d'un programme de formation des jeunes au sein du corps des garde-côtes, mais également dans le domaine du télémarché chez IBM et en tant que facteur. En outre, j'ai été membre du conseil d'administration du corps des garde-côtes de Stockholm et président d'une association de gestion de logements à Stockholm. J'ai obtenu la médaille d'argent du mérite du corps national des garde-côtes et la médaille du corps des garde-côtes de Stockholm.

En 2019, j'ai reçu la Médaille d'honneur du travail (NOR) pour les fonctionnaires ayant passé 30 ans au service de l'État.

En 2023, j'ai reçu la médaille de l'Ordre du Séraphin (12e taille, port en bande) de Sa Majesté le roi, récompensant des «réalisations exceptionnelles dans l'administration du gouvernement suédois».

Mon temps libre est consacré à la famille, aux amis, à la maison d'été dans l'archipel, à la vie nautique, aux voyages et à la nature.

Je suis en couple et j'ai deux filles adultes issues d'un précédent mariage.

ANNEX 2: ANSWERS BY HANS LINDBLAD TO THE QUESTIONNAIRE

Questionnaire à l'intention des candidats aux fonctions de membre de la Cour des comptes

Expérience professionnelle

1. **Veuillez détailler votre expérience dans la finance publique (planification, exécution, gestion, contrôle ou audit budgétaires).**

Réponse: J'ai plus de 30 ans d'expérience en tant que fonctionnaire dans l'administration publique d'État. Par exemple, j'ai été:

- ***Directeur général du Riksgälden*** *(Comptoir de la dette publique suédoise),* ***durant neuf ans****.*

Le directeur général du Riksgälden dirige le Comptoir de la dette publique suédoise, une administration qui comptait environ 230 employés lorsque j'y ai cessé mes fonctions. Cette administration a quatre missions principales: être la banque interne de l'État (environ 200 millions de versements, soit environ 7000 milliards de SEK par an en 2021), émettre des obligations et accorder des crédits pour le compte de l'État, gérer la dette publique et préserver la stabilité financière. Cette dernière mission est notamment réalisée au moyen de la formulation d'exigences, en tant qu'autorité de résolution, en matière de fonds propres et de passifs des banques, de la gestion des banques défaillantes et du traitement de la garantie des dépôts. En outre, le Riksgälden est chargé d'assurer le financement de la prise en charge et du stockage du combustible nucléaire retiré du service. Le Riksgälden est présent dans plusieurs enceintes internationales, principalement liées à la conception des systèmes de paiement et à la stabilité financière.

Le Riksgälden a connu plusieurs changements stratégiques et opérationnels au cours de mon mandat de directeur général, notamment du fait que le gouvernement a élargi son mandat à plusieurs égards. Parmi les nouvelles responsabilités, la plus significative consistait à mettre en place l'autorité de résolution suédoise (devenue un service du Riksgälden) chargée de la prévention des défaillances bancaires et, au besoin, de la gestion des banques en crise, et d'administrer la garantie des dépôts. Le Riksgälden s'est en sus vu confier des tâches spécifiques pendant la pandémie de coronavirus afin de faciliter la vie des entreprises et de prévenir l'exclusion professionnelle. En 2018, le gouvernement a transféré au Riksgälden la responsabilité du financement de la prise en charge et de l'élimination des déchets nucléaires, auparavant une mission de Strålsäkerhetsmyndigheten (Agence suédoise de sécurité contre les radiations). À la suite de ces modifications d'activité, la vision, les objectifs stratégiques, la capacité d'analyse et les priorités de l'administration ont été mis à jour et renforcés. Le fait que le Riksgälden soit devenu une autorité de préparation aux urgences est également important, car l'administration a dû faire face à de nouvelles exigences en matière de résilience, de sécurité, de défense civile et de préparation. Durant mon mandat, la banque interne de l'État a modifié son imposant système informatique. Les nouvelles activités, le système informatique et les responsabilités attribuées du Riksgälden, ainsi qu'un déficit financier initial, ont été

intégralement financés au moyen d'économies, de la concrétisation d'avantages compétitifs et de gains d'efficacité.

Les changements intervenus ont renforcé et réformé l'équipe dirigeante ainsi que le travail sur les performances, le transfert de compétences, les recrutements, la participation des travailleurs et la culture de l'administration. Ce processus entendait particulièrement introduire une culture positive et constructive basée sur la collaboration, l'analyse objective, les valeurs étatiques et une approche caractérisée par la rigueur nécessaire à une bonne administration publique, à une bonne gestion des dossiers et à l'exercice de la puissance publique.

- ***Secrétaire d'État (secrétaire chargé du budget) pendant six ans, responsable du budget de l'État et de la conception et de la négociation du budget de l'Union au nom de la Suède.***

Mon mandat de secrétaire d'État au budget supposait d'être le plus proche collaborateur du ministre des Finances, de conduire activement la formulation et le développement de la politique économique et d'être responsable de la préparation et de la négociation du budget de l'État au sein des services du gouvernement.

Le secrétaire d'État au budget faisait partie du groupe composé de dirigeants de partis (gouvernement multipartite) qui finalisait le budget. Mes tâches impliquaient également des prises de position fréquentes et la préparation de toutes les décisions qui avaient ou pouvaient avoir des implications budgétaires. J'étais en outre chargé de présenter le budget tant en interne qu'en externe et de représenter le ministère des Finances et le gouvernement dans différents contextes.

Par ailleurs, j'avais un rôle de secrétaire d'État coordinateur au sein du ministère des Finances. Plus précisément, j'étais, entre autres, président du groupe de direction du ministère des Finances, responsable de la planification des activités et responsable de la direction des travaux du ministère par l'intermédiaire des chefs de service et en collaboration avec ceux-ci.

Le secrétaire d'État chargé du budget activait l'organisation de crise du ministère, le dirigeait durant de telles périodes, et a avait donc un rôle central dans la gestion de diverses crises. Cela s'est particulièrement vu lors de la crise financière de 2008/2009. Cette crise était complexe et multiforme. Il a par exemple fallu procéder à l'élaboration rapide d'un cadre pour la gestion des banques défaillantes, y compris formuler des propositions de nouvelle législation sur la gestion de la crise du secteur financier. Aux fins de la gestion de la crise, il a également fallu élaborer différents «trains de mesures d'urgence» destinés aux régions et aux secteurs particulièrement touchés. Le soutien à d'autres pays touchés et la réponse internationale à la crise constituaient également des éléments clés du travail.

Dans le contexte de l'Union européenne, le secrétaire d'État au budget jouait le rôle de ministre au sein du Conseil des ministres pour l'adoption du budget annuel de l'Union européenne (BUDGET ECOFIN). Il s'agissait de négocier le budget annuel de l'Union, tant au sein du Conseil des ministres que lors des négociations de conciliation entre le Parlement européen et la Commission européenne («trilogues»),

en élaborant et en ancrant la position suédoise, en obtenant un mandat du Parlement suédois et en communiquant à l'extérieur sur ces questions.

- ***Chef d'unité et chef de département adjoint à la Riksbanken (Banque nationale de Suède) durant une période totale de six années.***

  En tant que chef adjoint du département «Politique monétaire», j'ai été chargé de coordonner les travaux de prévision et de fournir les données probantes au soutien des décisions et de la communication de la direction Mes tâches impliquaient également des missions de représentation de la Banque Nationale dans différents contextes extérieurs.

- ***Président de conseil d'administration**:*
  - *Expertgruppen för studier i offentlig ekonomi (ESO) (Groupe des experts en finances publiques, 8 ans). L'ESO est une commission du Finansdepartementet (ministère suédois des Finances) qui conduit de manière indépendante des analyses et des discussions des questions sociétales importantes. Cela est principalement réalisé au travers des décisions de son conseil d'administration visant le financement de la rédaction de divers rapports qui, à leur tour, représentent souvent des expertises d'appoint pour les décideurs.*
  - *Resolutionsdelegationen (Délégation pour la résolution, 6 ans). J'ai participé à la création ex nihilo de cette nouvelle autorité, en étant responsable de la mise en place de l'activité et de l'élaboration de ses processus et procédures.*
  - *Högskolan Väst (Centre d'études supérieures de l'Ouest, 5 ans).*

- ***Membre de conseil d'administration***
  - *Arbetsförmedlingen (service public suédois de l'emploi, 8 ans). Beaucoup de travail a été accompli pendant mon mandat pour assurer la conformité réglementaire, des passations de marchés en bonne et due forme, la mise en place d'un suivi utile en matière d'objectifs et de résultats, etc. Avec le temps, les priorités de l'agence ont changé vers une modification en profondeur de la constitution de cette administration, sa culture interne et son organisation. La numérisation et la concrétisation d'avantages compétitifs issus d'investissements dans les technologies de l'information constituaient une partie importante de l'effort de rationalisation. Ma principale contribution tout au long de la période a consisté à continuer de mettre l'accent sur la réalisation des objectifs, les résultats, la gouvernance et le contrôle internes.*
  - *Riksgälden (Comptoir de la dette publique suédoise, neuf ans) (voir ci-dessus).*
  - *Fondtorgsnämnden (Agence suédoise de sélection des fonds de pension, en cours). L'Agence est une nouvelle autorité dont je dirige la mise en place. Elle a pour mission de créer une place de marché avec des fonds achetés que les personnes qui épargnent en prévision de leur retraite peuvent choisir lorsque nous plaçons des parties de leurs contributions de pension.*
  - *Nordiska Investeringsbanken (Banque nordique d'investissement, en cours).*

- ***Président de la Produktivitetskommissionen*** *(commission sur la productivité) (mission d'étude gouvernementale) (en cours).*

- ***Enquêteur*** *et responsable d'une étude gouvernementale sur le rôle de l'État dans le financement de la transition écologique (quatre mois).*

  Dans le cadre de mes différentes fonctions professionnelles, j'ai œuvré à l'efficacité, la productivité, la planification budgétaire, la mise en œuvre et le suivi du budget et des activités, ainsi qu'à la responsabilisation. J'ai également beaucoup travaillé à l'élaboration d'analyses de risques, à l'orientation des administrations vers une culture de résultat et au renforcement de la gouvernance et du contrôle, ainsi qu'à la consolidation et à l'enracinement d'une culture administrative saine. Dans tous ces emplois, j'ai mis en valeur et souligné le rôle important des auditeurs internes et j'ai défendu la coopération avec les auditeurs externes, notamment la Riksrevisionen (Direction nationale suédoise du contrôle de la gestion publique). Mon expérience et ma conviction profonde sont qu'une coopération étroite et de qualité entre les branches de l'opératif et de l'audit est nécessaire, stimulante, instructive et importante. Lorsque des professionnels internes et externes examinent l'activité, ils fournissent souvent des indications et des conseils sur la manière d'améliorer le travail, les méthodes, etc.

2. Quelles sont les principales réalisations de votre carrière?

Réponse:

a) L'élaboration et la mise en œuvre de la politique du «travail avant tout» durant les années 2006 à 2012. À l'époque, la Suède était confrontée à de graves problèmes du fait qu'une forte proportion de la population en âge de travailler ne travaillait pas pour diverses raisons. En bref, la politique du «travail avant tout» impliquait la mise en œuvre d'une série de réformes structurelles de grande ampleur, dont les éléments les plus importants consistaient en des réductions ciblées de l'impôt sur le revenu pour ceux qui travaillaient et un resserrement de divers systèmes d'assurance sociale, y compris l'assurance chômage pour ceux qui ne travaillaient pas. L'objectif était de stimuler l'emploi, ce qui a été fait. Selon des chercheurs indépendants, nos décisions ont contribué à réduire le chômage de longue durée de 1,5 à 2 points de pourcentage.

b) La gestion de crise dans le contexte de la crise financière de 2008/2009 et de la pandémie de 2020/2021.

Pendant la crise financière, j'étais secrétaire d'État et, sous ma direction, de nouveaux cadres de gestion des banques en crise ont été mis en place en temps réel, au fur et à mesure de l'évolution de la crise. Au cœur de ces cadres et de nos actions figurait le souhait de préserver la stabilité financière et les finances publiques et de protéger les contribuables. En outre, plusieurs réformes structurelles ont été mises en œuvre pour prévenir l'exclusion de la main-d'œuvre et du capital humain. Elles ont eu pour conséquence d'assurer la stabilité financière, de conserver les finances publiques solides, de maintenir l'offre de main-d'œuvre et de limiter la hausse du chômage à un niveau modeste.

Pendant la pandémie, je dirigeais le Riksgäldskontoret (le Comptoir de la dette publique). Il m'incombait de faire en sorte que le gouvernement puisse effectuer ses paiements sans discontinuité, gérer la dette nationale et émettre diverses garanties aux entreprises en crise et, en collaboration avec la Riksbanken (Banque Nationale de Suède), assurer la stabilité

financière. Nous nous sommes également préparés à injecter des capitaux importants dans les entreprises en crise, une mesure à laquelle nous n'avons pas eu recours. La gestion de la crise a nécessité de nouvelles méthodes de travail. Elle a impliqué des tâches supplémentaires, la mise en place de lieux de travail parallèles pour certains groupes clés et la possibilité pour la plupart des gens de télétravailler. La flexibilité, associée au fait de maintenir et de sauvegarder la gouvernance et le contrôle, constituait un élément clé de la gestion de crise. En tant que directeur général, il m'incombait également de soutenir et de rassurer mon personnel en cette période d'incertitude.

c) Une meilleure productivité et des performances renforcées pour le Riksgäldskontoret (le Comptoir de la dette publique). Ces résultats ont été obtenus grâce à un effort ciblé visant à développer une analyse de risque appropriée, à améliorer et à renforcer la gouvernance et le contrôle, en mettant davantage l'accent sur les résultats, et en introduisant une culture de gestion saine. Ces résultats ont eu pour conséquence des économies significatives. Parallèlement, le mandat de l'administration donné par le gouvernement a été élargi et lesdits résultats ont été renforcés, tout comme la gouvernance et le contrôle.

d) La répression dans douze affaires d'«acceptation de pots-de-vin et de corruption», de cas de harcèlement et le renforcement de la gouvernance et du contrôle internes. Cette action a impliqué un changement culturel important au sein du Riksgälden (le Comptoir de la dette publique). Le Comptoir de la dette publique a été le premier à reconnaître l'existence de soupçons de corruption en rapport avec certains cours dispensés à l'extérieur. J'ai décidé d'engager des poursuites contre douze employés et de rendre les événements publics. Les employés du Comptoir de la dette publique n'étaient absolument pas les seuls à avoir agi de manière inappropriée, et la gestion transparente du Comptoir a eu des répercussions sur l'ensemble des autorités publiques suédoises.

e) Le travail susmentionné et ses résultats ont débouché sur une action plus ordonnée, de la satisfaction au travail et de la confiance et peuvent être résumés de différentes manières. L'une d'entre elles se retrouve dans le dernier sondage effectué auprès des employés du Comptoir de la dette publique, qui portait notamment sur ma personne et mon mandat. Le conseil d'administration du Comptoir a qualifié les résultats de «sans précédent».

3. Quelle est votre expérience professionnelle au sein d'organisations internationales multiculturelles et plurilingues ou d'institutions établies en dehors de votre pays d'origine?

Réponse:

J'ai été:

a) Membre suédois du Conseil ECOFIN BUDGET pendant plus de six ans, dont six mois en tant que président (2009). J'ai notamment négocié en trilogues avec le Parlement européen et la Commission et j'ai présenté et défendu les propositions du Conseil au Parlement européen;

b) membre pendant neuf ans des comités de résolution de l'ABE et du CSF. Ces comités ont notamment pour mission de proposer et de négocier des propositions ainsi que de mettre en œuvre et de contrôler diverses réglementations et exigences pour les institutions financières;

c) membre du conseil d'administration de la Nordiska Investeringsbanken (Banque nordique d'investissement) depuis deux ans. La mission principale du conseil d'administration est d'assurer une bonne gouvernance et un bon contrôle, de réguler la prise de risque et d'évaluer et de décider des investissements dans des projets

appropriés.

4. Avez-vous reçu quitus pour les tâches que vous avez accomplies précédemment dans le domaine de la gestion, pour autant que cette procédure soit d'application?

Réponse: Toujours

5. Quel poste avez-vous précédemment occupé à la suite d'une nomination politique?

Réponse:

a) Chef adjoint du bureau parlementaire du parti modéré pendant trois ans (2003-2006).

b) Secrétaire d'État auprès du ministre des Finances, pendant un peu plus de six ans (2006-2013).

6. Quelles sont les trois décisions les plus importantes auxquelles vous ayez participé au cours de votre carrière?

Réponse:

a) La mise en œuvre la politique du «travail avant tout» telle que décrite à la question 2 ci-dessus.

b) La conception et la prise de décisions appropriées en matière de politique économique et l'élaboration de cadres de gestion de crise (voir ci-dessus), à la fois pendant la crise financière de 2008/2009 et la pandémie de 2020/2021. En outre, la prise de décision quant à la gestion pratique des crises.

c) Le fait d'avoir engagé des poursuites contre des employés du Riksgälden (Comptoir de la dette publique) suspectés d'«acceptation de pots-de-vin et de corruption», voir également question 2. Cela a conduit à un changement culturel majeur dans l'administration, sous ma direction (voir ci-dessus). Par la suite, de nombreuses administrations ont été contraintes de suivre notre exemple. Au final, de nombreux fonctionnaires ont été condamnés pour des délits de corruption. En outre, j'ai renforcé la gouvernance, le contrôle et l'accent mis sur les résultats au sein d'Arbetsförmedlingen (service public suédois de l'emploi) et du Riksgäldskontoret (Comptoir de la dette publique).

Indépendance

7. Le traité dispose que les membres de la Cour des comptes exercent leurs fonctions «en toute indépendance». Comment respecteriez-vous cette obligation dans l'exercice de vos futures fonctions?

Réponse: La crédibilité de la Cour des comptes dépend de principes fondamentaux qui sont l'indépendance, l'intégrité, l'objectivité, la transparence et le professionnalisme. Si je suis nommé, je respecterai notamment les règles et principes établis par la loi et les lignes directrices de la Cour des comptes. Je renoncerai à mes autres engagements, pratiquerai la tolérance zéro notamment dans les relations avec des personnes extérieures sur le plan de l'influence, des cadeaux et des divertissements, et ferai preuve d'une grande intégrité. Mon approche de la fonction sera tout empreinte des principes fondamentaux. Je ne demanderai ni n'accepterai d'instruction de personne. Je n'aurai aucune difficulté à rester complètement neutre à l'égard de celui ou de ceux qui sont examinés. Dans ma conduite personnelle, je m'efforcerai de donner l'exemple. Dans ma vie professionnelle, le citoyen a toujours été le donneur d'ordre final, mais désormais, l'intérêt supérieur des citoyens de l'Union sera ce que je placerai au plus haut.

8. Vous ou vos proches (parents, frères et sœurs, partenaire, enfants), participez-vous à des activités commerciales, avez-vous des intérêts au sein d'une société de participation financière ou êtes-vous tenu par des engagements susceptibles d'aller à l'encontre de vos futures responsabilités?

Réponse: NON

9. Êtes-vous disposé à communiquer tous vos intérêts financiers et autres engagements au président de la Cour des comptes, et à les rendre publics?

Réponse: OUI

10. Êtes-vous actuellement partie à une action en justice en cours? Précisez, le cas échéant.

Réponse: NON

11. Occupez-vous une fonction ou exercez-vous un mandat politique ? Si oui, à quel niveau? Avez-vous occupé une fonction politique au cours des 18 derniers mois? Précisez, le cas échéant.

Réponse: NON

12. En cas de nomination en tant que membre de la Cour des comptes, êtes-vous disposé à renoncer à tout mandat électif ainsi qu'à tout poste à responsabilité au sein d'un parti politique?

Réponse: OUI

13. Comment géreriez-vous une grave affaire d'infraction, voire de fraude ou de corruption dans laquelle des citoyens de votre État membre d'origine seraient impliqués?

Réponse: Signaler et sanctionner de la manière prescrite et établie, quel que soit le lieu où elle a lieu ou qui est responsable. J'ai de l'expérience à cet égard, voir question 2 ci-dessus.

Exercice des fonctions

14. Quelles devraient être, selon vous, les principales caractéristiques d'une bonne gestion financière au sein d'un service public? Comment la Cour des comptes pourrait-elle contribuer à la faire appliquer?

À titre liminaire et général, je répondrais aux questions suivantes en disant qu'il serait présomptueux de ma part d'examiner le fonctionnement des différentes formes de travail et de coopération sans en avoir fait l'expérience moi-même. Mon point de vue général est que je veux d'abord me faire ma propre opinion sur les questions avant de tirer des conclusions. Cela ne signifie pas pour autant que je sois naïf ou mal préparé; je me renseigne souvent à l'avance.

Réponse: Une culture administrative saine se caractérise par la compétence, le bon ordre, l'efficacité, l'ouverture, la transparence et la communication. Elle se caractérise également par une analyse et une évaluation approfondies et structurées des risques, un suivi, un environnement de contrôle avec des systèmes de contrôle interne et externe, des contrôles et une surveillance, ainsi que par la responsabilité. Cela nécessite, notamment, une bonne gouvernance et une approche professionnelle et indépendante. Dans une culture administrative transparente et saine, il est naturel de toujours placer

l'intérêt supérieur du citoyen au centre des préoccupations. Cette culture se caractérise par la légalité, l'objectivité, le professionnalisme, l'utilisation prudente de l'argent des autres et le respect scrupuleux de la confiance accordée à la gestion des fonds octroyés. Cela signifie, notamment, qu'il faut veiller à l'efficacité et à l'efficience.

15. En vertu du traité, la Cour des comptes est tenue d'assister le Parlement dans l'exercice de sa fonction de contrôle de l'exécution du budget. Comment amélioreriez-vous la coopération entre la Cour et le Parlement européen (sa commission du contrôle budgétaire, en particulier) en vue de renforcer à la fois le contrôle public des dépenses et son efficacité économique?

Réponse:

Je m'efforcerai de mettre en place une coopération très efficace basée, notamment, sur un niveau élevé de transparence, de professionnalisme, de croyance dans les capacités de chacun et de confiance réciproque, de respect mutuel et de compréhension de nos différents rôles. Naturellement, l'un des souhaits est que les rapports et les travaux réalisés aient un impact, qui dépend à son tour de la manière dont le Parlement donne suite aux rapports et aux recommandations. Je souhaite donc que les rapports de la Cour des comptes présentent un niveau élevé de pertinence et de qualité afin de faciliter le suivi du Parlement et le travail de la Commission (voir également ci-dessous).

16. Quelle valeur ajoutée apporte selon vous la réalisation d'audits de la performance et de quelle façon devrait-on tenir compte des conclusions de ces derniers pour ce qui est des procédures de gestion?

Réponse: Un audit de performance bien mené est important pour s'assurer que les fonds ont été utilisés efficacement et, en fin de compte, pour gagner la confiance des citoyens. D'après mon expérience, l'audité a souvent beaucoup à apprendre d'un audit de performance bien mené. En tant que chef d'administration publique ou membre du conseil d'administration d'une autorité ou d'une entreprise, j'ai souvent tiré des enseignements des remarques des audits de performance. J'ai par la suite été en mesure de mettre en œuvre ces expériences et ces connaissances, par exemple dans la gouvernance de diverses administrations publiques, toujours dans un souci d'amélioration.

17. Comment pourrait-on améliorer la coopération entre la Cour des comptes, les institutions de contrôle nationales et le Parlement européen (commission du contrôle budgétaire) en matière de contrôle du budget de l'Union européenne?

Réponse: Eu égard à mon observation générale liminaire décrite ci-dessus, je pense qu'un échange d'informations efficace, structuré et transparent, une grande compréhension des besoins de chaque partie et des formes de coopération efficaces sont essentiels. Ensemble! Je m'efforcerai d'assurer le respect de cela.

18. En quoi modifieriez-vous les rapports de la Cour des comptes pour donner au Parlement européen toutes les informations nécessaires sur l'exactitude des données fournies par les États membres à la Commission européenne?

Réponse: D'une manière générale, les rapports doivent être fondés sur un développement et un dialogue continus dans le cadre desquels la Cour des comptes veille à ce que le Parlement européen (et le Conseil) reçoive des informations pertinentes d'une manière opérationnelle et pédagogique. Une dimension essentielle de cette démarche consiste à développer en permanence le caractère utile des observations et des recommandations de la Cour, c'est-à-dire à faire en sorte qu'elles puissent être mises en œuvre et faire

l'objet d'un suivi. Cela est également dans l'intérêt du donneur d'ordre final, le public.

Autres questions

19. Retirerez-vous votre candidature si l'avis du Parlement sur votre nomination en tant que membre de la Cour des comptes vous est défavorable?

Réponse: OUI. La croyance en mes capacités, le respect et la confiance du Parlement à mon égard sont pour moi fondamentaux. Une coopération de qualité, efficace et digne de confiance entre la Cour des comptes et le Parlement étant absolument essentielle, j'estime qu'il me sera difficile de remplir mon mandat de manière satisfaisante si je ne bénéficie d'aucune confiance ni d'aucun soutien pour ma candidature. Dans ce contexte, je retirerais ma candidature dans cette situation.